Grâce présidentielle en faveur de 490 prévenus au Burundi

PANA, 16 février 2018 Bujumbura, Burundi - Quelque 490 prévenus devaient sortir vendredi de la prison centrale de Ngozi (photo), dans le Nord du pays, en application de la mesure de grâce qui avait été prononcée par le chef de l'E burundais, Pierre Nkurunziza, lors de son message de voeux de nouvel An 2018, à la nation, a rapporté la radio publique, citant des sources judiciaires proches du dossier.

Ces premiers élargissements ont été supervisés par le Procureur général de la République, Sylvestre Nyandwi, d la prison de Ngozi, à 160 km au nord de Bujumbura, la capitale burundaise, selon la radio d'Etat. La grâce présidentiell porte sur un effectif de 2.500 prévenus et ce sont 430 hommes et 60 femmes de la prison de Ngozi qui ont pour le moment recouvré la liberté, d'aprÃ"s les mêmes sources. Le haut magistrat de la République a recommandé aux bénéficiaires de la grâce d'éviter la récidive qui est sévà rement punie par le code pénal burundais, a-t-il insist/ grâce a été promise aux personnes ayant été condamnées à une peine ne dépassant pas cing ans de prison, aux femmes enceintes ou allaitantes, aux personnes vivant avec un handicap manifeste, aux d©tenus avant d©i purg© la moitié de leurs peines et aux prisonniers ayant manifesté un bon comportement en détention. La mesure est également de nature à désengorger les maisons pénitentiaires burundaises qui fonctionnent au-delà des capacités d'accueil installées de moins de 5.000 places, dit-on du cà té des défenseurs des droits des prisonniers à Bujumbura. Depuis 2015, ce taux d'occupation des prisons du Burundi a doublé à cause de nouveaux prévenus en rapport avec le mouvement insurrectionnel contre le troisià me mandat présidentiel, selon les Nations unies. Les présumés participants au mouvement insurrectionnel en prison sont estimés par les Nations unies à plus de 8.000, sans toutefois qu'il leur soit reconnu officiellement le statut de détenus politiques. Dans les milieux officiels à Bujumbura, l'on parle généralement de "criminels". Une trentaine de mandats d'arrêt internationaux a été, par ailleurs, émise contre les commanditaires présumés du mouvement insurrectionnel en exil à l'étranger, dont des leaders politiques de l'opposition, des acti la Société civile et de hauts responsables militaires de la tentative de putsch qui avait suivi.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 26 April, 2024, 04:40